



NPA POUR UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Après le 29 janvier...

La Guadeloupe et la Martinique montrent la voie !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure - Février 2009

Les travailleurs de Guadeloupe sont en grève générale depuis le 20 janvier. Ceux de Martinique les ont suivis depuis le 5 février.

Relèvement immédiat des salaires, notamment des plus bas, des retraites et minima sociaux de 200 € (Guadeloupe), 300 € (Martinique), baisse du prix des carburants, des produits de première nécessité, de l'eau, des transports, titularisation des salariés précaires, baisse des impôts et des taxes, reversement par la compagnie pétrolière locale de ses surprofits pour l'emploi des jeunes et un service efficace de transport... leurs revendications sont aussi les nôtres !



Ici comme là-bas, les salariés et la population subissent la crise de plein fouet tandis que celle-ci profite à une petite minorité d'exploiteurs, avec le soutien actif du gouvernement et du Medef.

Préparons la grève générale !

Après l'énorme mobilisation du 29 janvier, Sarkozy est bien obligé de « remarquer » les grèves ... tout en réaffirmant qu'il continuera à appliquer la même politique pour faire payer la crise à ceux qui en sont les premières victimes. De leur côté, les directions syndicales nous proposent d'attendre ...le 19 mars. Pourtant, il y a urgence à rendre les coups, à refuser les plans de licenciements comme à GSK à Evreux, Novelis à Rugles ou Holophane aux Andelys, les fermetures comme chez Tyco à Val-de-Reuil, à refuser les mesures de chômage partiel comme à Sealynx à Charleval, à Renault Cléon ou Sandouville et partout ailleurs, à s'opposer aux fermetures de classes et aux suppressions de postes dans les écoles, collèges et lycées.

A nous tous donc de bousculer ce calendrier en nous mobilisant dès aujourd'hui !

C'est ce qu'ont compris les enseignants-chercheurs et les étudiants en grève contre la loi Péresse, les profs, parents et élèves, en lutte dans les écoles et les travailleurs du privé un peu partout dans le pays.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est de suivre l'exemple des travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique pour imposer nos revendications, en finir avec la politique de ce gouvernement et refuser de payer une crise qui n'est pas la nôtre !

Il est en effet grand temps d'agir ensemble, en même temps, de faire converger toutes les résistances, toutes les luttes contre une politique qui sacrifie l'intérêt du plus grand nombre.

En finir avec le capitalisme !

Cette société, qui préfère le profit de quelques uns à la satisfaction des besoins sociaux de tous, n'a rien à offrir à l'humanité. C'est le capitalisme lui-même qui est en cause et pas simplement ses "excès". C'est pourquoi ce système ne peut être "moralisé" ou "réformé". Pour en finir avec l'exploitation, les oppressions, les injustices, les guerres et le saccage de l'environnement, il nous faudra le renverser.

C'est le message qu'ont lancé avec force et enthousiasme les centaines de délégués réunis à Paris pour la création du Nouveau Parti Anticapitaliste à l'appel d'Olivier Besancenot, un parti au service des luttes et de la transformation révolutionnaire de la société !

Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

NOM, PRENOM : TEL :

ADRESSE : E-MAIL :

A retourner à : Gérard Prévost, NPA 27, 43, rue St-Jean - 27400 Louviers ☎ 06 88 16 08 65 ✉ npa-27@hotmail.fr

GSK-Evreux : 800 salariés jetés à la rue : interdisons les licenciements !



Il y a encore quelques mois, près de 2 200 personnes travaillaient à Evreux pour ce trust pharmaceutique anglais.

D'abord, les 600 intérimaires et CDD furent remerciés. Maintenant, c'est au tour des embauchés en CDI de casquer avec 800 licenciements sur les 1 652. La moitié de la production et le labo recherche et développement sont liquidés. Pour chaque emploi supprimé à GSK, c'est 4 à 5 emplois indirects impactés qui disparaissent avec les sous-traitants (350 emplois), les fournisseurs et les entreprises de bio-technologie qui travaillent pour la multinationale du médicament. Les pertes d'emplois vont toucher les bassins d'Evreux et Louviers/Val de Reuil (l'entreprise Valois avec 800 salariés,...) et au-delà. Cela signifie au total 4 000 emplois menacés.

La direction utilise le prétexte de la crise et la concurrence des génériques pour justifier le « plan social », mais il s'agit en réalité de défendre les profits des actionnaires. GSK a fait un bénéfice en hausse de 9 % au 4^{ème} trimestre 2008, en pleine crise internationale! (5,2 milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2008). Ces profits sont le résultat du travail des 100 000 salariés de la multinationale.

Nous ne sommes pas d'accord avec le maire PS d'Evreux qui défend l'emploi « ou une reconversion » : la reconversion c'est comme les cellules de reclassement prévues par la direction de GSK : c'est l'antichambre du chômage !

Il faut défendre l'emploi pour tou(te)s et cela passe par l'INTERDICTION de licencier pour une entreprise qui en plus fait des profits énormes.

Il faut que cessent les aides publiques à GSK-Evreux, comme celles de la Communauté d'agglomération et de la ville d'Evreux qui 5 jours après l'annonce du plan de licenciements lui vend un terrain à 41 centimes le m² !

Judi 5 février, les salariés en grève criaient : « Défendons nos emplois, de l'argent il y en a dans les poches de GSK ! »

Avec l'hécatombe des suppressions d'emplois et des fermetures d'entreprises partout dans le pays, il faudrait enfin une manifestation nationale monstre pour l'INTERDICTION des licenciements. Pourquoi ne pas commencer par le faire dans l'Eure ?

Tempête : les dégâts des réductions budgétaires

Deux semaines après le passage de la tempête Klaus qui a ravagé les Landes, certaines familles n'avaient toujours pas retrouvé l'électricité. Le contraste est saisissant avec la rapidité avec laquelle les installations avaient été réparées après la tempête de 1999, pourtant autrement plus étendue.

Comme le souligne un retraité d'EDF au journal *l'Humanité* du 4 février : « Après la tempête de 1999, on était 150 agents à Mont-de-Marsan. Les choses sont allées très vite. Aujourd'hui, ils sont 40 ». Et c'est pareil partout.

Sacrifier les petits fours, pour le plat de résistance



Après avoir fait mine de résister, les patrons des six principales banques françaises ont cédé à Sarkozy. Ils ont renoncé à leur « bonus » pour 2008.

Mais ce n'est qu'un petit dessert. Ils s'offrent toujours de plantureux salaires fixes, des actions gratuites, des stock-options, des jetons de présence (parfois plusieurs centaines de milliers d'euros) et des primes exceptionnelles. Et leurs banques vont recevoir, en échange de ce « sacrifice », 21 milliards d'euros d'aide de l'Etat, payés avec l'argent de nos impôts. Sans aucune contrepartie ni contrôle de l'Etat sur l'usage de cet argent !

Sarkozy voudrait faire ainsi d'une pierre deux coups : engraisser les banquiers en faisant croire aux salariés que, face à la crise, les sacrifices sont également répartis.

Mais personne n'est dupe. Les vrais sacrifices, c'est aux travailleurs qu'il les réserve : baisse du pouvoir d'achat, intensification du travail, licenciements, chômage partiel, précarité.

ON VEUT **VIVRE**,
PAS **SURVIVRE**

LES PROFITS DE **QUELQUES-UNS**
FONT LE MALHEUR
DE **BEAUCOUP D'AUTRES**

ZÉRO
LICENCIEMENTS !



NPA NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Ne pas jeter sur la voie publique.